



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

LES ÉVOLUTIONS SUR LES MARCHÉS DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI EN PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR AU 1^{ER} TRIMESTRE 2022



Sommaire

- p. 02** Une population vieillissante
- p. 03** Hausse des créations d'entreprises au cours du 4^e trimestre 2021
- p. 04** Un tissu économique porté par les TPE - Une embellie pour l'emploi
- p. 05** Les offres d'emploi déposées à Pôle emploi atteignent un nouveau record
- p. 06** L'offre d'emploi augmente sur la majorité des secteurs d'activité
- p. 07** L'ensemble des métiers connaît une hausse du dépôt d'offres d'emploi
- p. 08 et 09** La hausse des recrutements perdure
- p. 10** Le taux de chômage retrouve son niveau d'avant crise sanitaire
- p. 11** Amélioration annuelle de la demande d'emploi au 1^{er} trimestre 2022
- p. 12** Les jeunes, principaux bénéficiaires de la baisse du chômage
- p. 13** L'enlèvement dans le chômage en recul
- p. 14** L'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) augmente légèrement au cours du 4^e trimestre 2021 - Hausse annuelle des retours à l'emploi au 4^e trimestre 2021
- p. 15** Les entrées dans la liste des demandeurs d'emploi
- p. 16** Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi
- p. 17** Sources et définitions

L'essentiel

Le confinement, qui a duré du mardi 17 mars au lundi 11 mai 2020, a entraîné l'arrêt de nombreuses activités économiques. Elles ont repris progressivement par la suite avec de nombreuses contraintes sanitaires. Les conséquences sur les marchés du travail et de l'emploi ont été rapidement visibles.

Cette note n'a pas de vocation conjoncturelle, elle a pour objet de décrire les impacts rapidement visibles sur les marchés du travail et de l'emploi à la suite des trois confinements et jusqu'au 4^e trimestre 2021.

L'État français a rapidement mis en place des dispositifs tels que le chômage partiel qu'il a pris en charge financièrement, ainsi que des arrêts maladie dérogatoires pour les gardes d'enfant et les personnes vulnérables pour amortir les effets négatifs sur l'économie française.

Dès lors la France connaît deux autres confinements associés à des fermetures d'établissements et des couvre-feux. Depuis le mois de mai 2021, la France connaît un retour progressif à la normale qui impacte la demande d'emploi.

Quels sont les départements les plus impactés ? Quels sont les publics les plus touchés ? La situation s'améliore-t-elle ? Vous trouverez dans cette note de nombreux indicateurs permettant de mieux appréhender et de suivre la situation économique de la région.

Service Statistiques, Études et Évaluations



Une population vieillissante

Au 1^{er} janvier 2015, le nombre d'habitants de la région a dépassé les 5 millions et augmente faiblement depuis pour atteindre en 2021 les 5 089 000 habitants (toujours la septième région la plus peuplée de France métropolitaine sur les treize) [cf. Tableau 1].

La densité de population est de 161 habitants au km² (119 pour FM⁽¹⁾). Quatre habitants sur cinq résident sur seulement 21% du territoire régional.

Par le passé, la région a été dynamique sur le plan démographique. Entre 2013 et 2018, la population affiche un rythme de progression de +0,4% en moyenne par an, comme au national. Ce faible accroissement est autant dû au solde naturel (écart entre les naissances et les décès) qu'au solde migratoire.

Au 1^{er} janvier 2021, les moins de 25 ans restent moins nombreux en Provence-Alpes-Côte d'Azur qu'en France métropolitaine, ils représentent 27% de la population (29% FM). À l'inverse, les 50 ans et plus comptent pour une part plus importante dans la région (44%), dont 29% (26% FM) pour les plus de 65 ans.

La population régionale reste vieillissante, plus particulièrement dans les départements alpins et le Var.

⁽¹⁾FM = France métropolitaine

Tableau 2

Estimation de la population active au 1^{er} janvier 2018

	Nombre d'actifs		Poids	
	France métro.	Région	France métro.	Région
15-24 ans	3 071 100	211 600	10%	10%
25-54 ans	22 246 400	1 628 300	74%	74%
55-64 ans	4 628 900	371 700	15%	17%
Ensemble	29 946 300	2 211 600	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2013 et 2018 : davantage de professions intermédiaires (+0,5 pt), de cadres et professions intellectuelles supérieures (+0,9 pt) et moins d'ouvriers et d'employés (-0,9 pt et -0,6 pt).

Source : INSEE, Recensement de la population

Tableau 1

Estimation de la population au 1^{er} janvier 2021

	Nombre d'habitants		Poids	
	France métro.	Région	France métro.	Région
Hommes	31 543 400	2 429 500	48%	48%
Femmes	33 692 500	2 659 500	52%	52%
- 25 ans	19 133 400	1 391 000	29%	27%
25-49 ans	19 913 100	1 483 000	31%	29%
50 ans & +	26 189 300	2 215 100	40%	44%
Ensemble	65 235 800	5 089 000	100%	100%

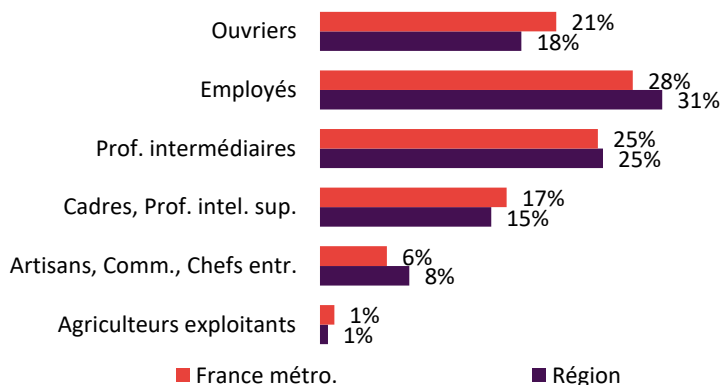
Source : INSEE, Recensement de la population

Le nombre d'actifs début 2018 est de plus de 2,2 millions, soit 72% des 15-64 ans (74% FM). Comme au national, parmi les 55-64 ans, dont la part est de 17%, plus d'un sur deux est actif [cf. Tableau 2].

Les actifs de la région sont toujours composés en majorité d'employés et d'artisans, commerçants, chefs entreprises et moins d'ouvriers et de cadres que la moyenne nationale [cf. Graphique 1].

Graphique 1

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2018



■ France métro.

■ Région

EN SAVOIR PLUS

- Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE ([lien](#))



Hausse des créations d'entreprise au cours du 4^e trimestre 2021

Les créations d'entreprise connaissent une hausse régulière amorcée en 2017, essentiellement stimulée par les créations de micro-entreprises encouragées par un contexte politique plus favorable avec des projets tel que la loi PACTE (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises) [cf. Graphiques 2 et 3]. La majorité des créations d'entreprise provient du secteur des services, notamment dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques, les activités de services administratifs et de soutien et dans le commerce de gros et de détail.

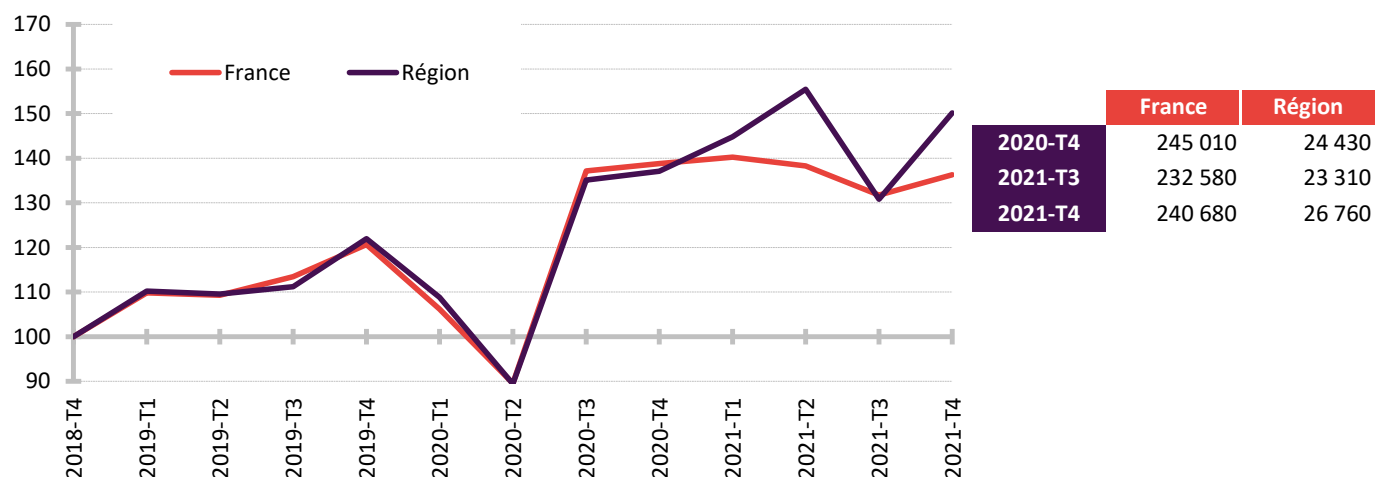
La crise sanitaire survenue au début de l'année 2020 a entraîné un confinement mi-mars 2020 se révélant peu propice à la création d'entreprise qui baisse fortement sur la période. Les créations d'entreprises hors micro-entreprises sont les plus impactées avec une diminution de -40% sur un an. Les conséquenses sur les micro-entreprises sont plus atténuées avec un recul de -2%.

La fin du 1^{er} confinement a permis une relance dans les créations d'entreprises sur le 3^e trimestre 2020. Depuis fin 2020, les créations de micro-entreprises poursuivent leur hausse mais les créations d'autres types d'entreprises sont en baisse. Ces tendances inverses aboutissent à une croissance moins dynamique sur le début d'année 2021. Après un recul au trimestre précédent, les créations de micro-entreprises repartent à la hausse sur le 4^e trimestre 2021.

Dans le même temps, selon la Banque de France, le nombre de défaillances d'entreprise diminue depuis le début de la crise sanitaire (3 220 en cumul sur un an, au 3^e trimestre 2021, soit -25%). Cette baisse n'indique pas une réduction du nombre d'entreprises en difficulté car elle résulte : en premier lieu, de l'impact momentané qu'ont eu à la fois la période de confinement sur le fonctionnement des juridictions commerciales et les évolutions réglementaires qui ont modifié temporairement les dates de caractérisation et de déclaration de l'état de cessation de paiements ; en second lieu, de l'ensemble des mesures de soutien qui apportent des aides de trésorerie ou permettent aux entreprises de réduire ou retarder le paiement de certaines charges, et donc le risque de faire défaut sur ces paiements (mesures d'activité partielle, prêts garantis par l'État avec remboursements différés, fonds de solidarité, moratoires, etc.).

Graphique 2

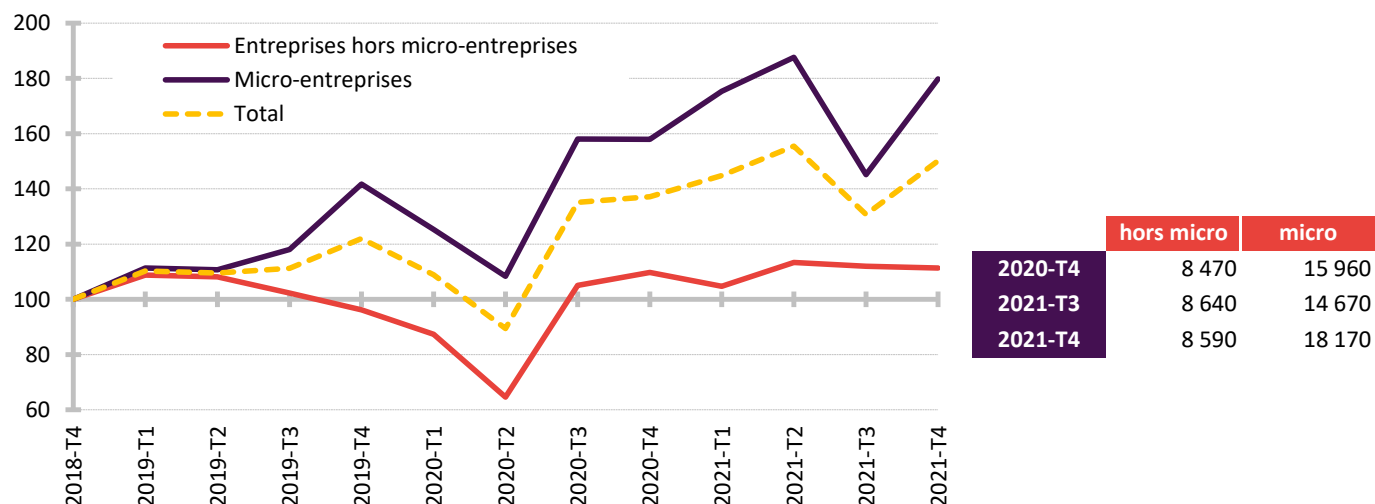
Évolution trimestrielle des créations d'entreprise - indice base 100 au 4^e trimestre 2018



Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - données corrigées des variations saisonnières

Graphique 3

Évolution trimestrielle des créations d'entreprise par type - indice base 100 au 4^e trimestre 2018



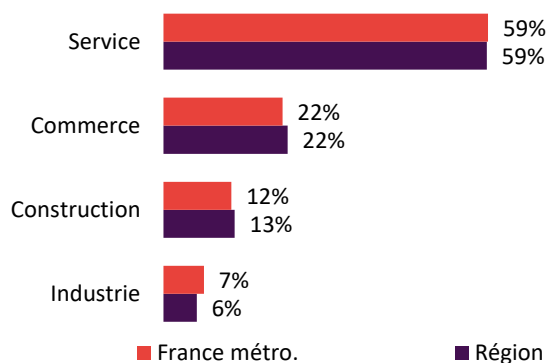
Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - données corrigées des variations saisonnières

Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2020, 170 620 établissements employeurs du secteur privé composent les activités marchandes régionales hors agriculture, soit 9% de l'ensemble des établissements de France métropolitaine. Fin 2016, le poids de l'emploi présentiel est supérieur à celui de la France métropolitaine (71% contre 66%). L'économie régionale est orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes [cf. Graphique 4]. Selon l'INSEE, deux emplois touristiques sur trois émanent de l'hébergement restauration.

Graphique 4

Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2020



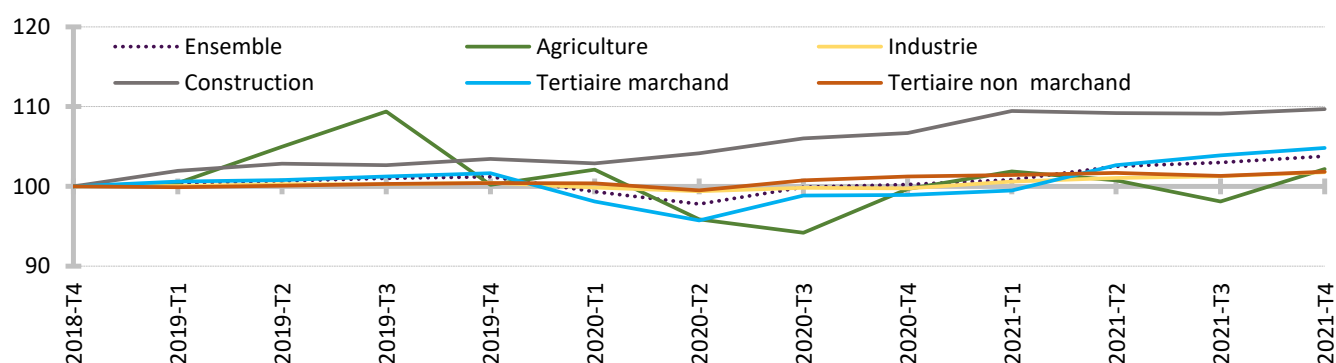
Source : ACROSS, DADS

Une embellie pour l'emploi

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le nombre de salariés a peu varié entre 2011 et 2015 puis a progressé régulièrement jusqu'en décembre 2019. Cette progression marque un coup d'arrêt en 2020. Le nombre de salariés diminue de -2,9% en juin 2020 par rapport à fin juin 2019 (-2,2% au national) [cf. Graphique 5]. Une amélioration est visible sur la fin de l'année 2020 et le nombre de salariés retrouve son volume de fin 2018. Seul le nombre de salariés dans le secteur de la construction s'est maintenu, voire a augmenté malgré la crise sanitaire. Le secteur du tertiaire marchand est celui qui a été le plus touché par la crise sanitaire et a perdu près de 47 000 salariés en juin 2020 par rapport à juin 2019 [cf. Tableau 3]. Sur le 4^e trimestre 2021, la hausse se poursuit, notamment dans le secteur tertiaire marchand (+29 780 salariés de plus qu'à la période en 2019, avant la pandémie).

Graphique 5

Volume et évolution de l'emploi salarié total par grand secteur (indice de référence au 31 décembre 2018 = 100)



Source: estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Tableau 3

Évolution de l'emploi salarié total par grand secteur (indice de référence au 31 décembre 2018 = 100)

	Volumes			Évolutions	
	2021-T4	2021-T3	2020-T4	Trim.	Ann.
Ensemble	1 926 500	1 912 300	1 860 500	+0,7%	+3,5%
Agriculture	23 900	22 900	23 300	+4,4%	+2,6%
Industrie	157 500	156 800	154 400	+0,4%	+2,0%
Construction	112 300	111 700	109 300	+0,5%	+2,7%
Tertiaire marchand	986 200	977 500	930 700	+0,9%	+6,0%
Tertiaire non marchand	646 600	643 400	642 900	+0,5%	+0,6%

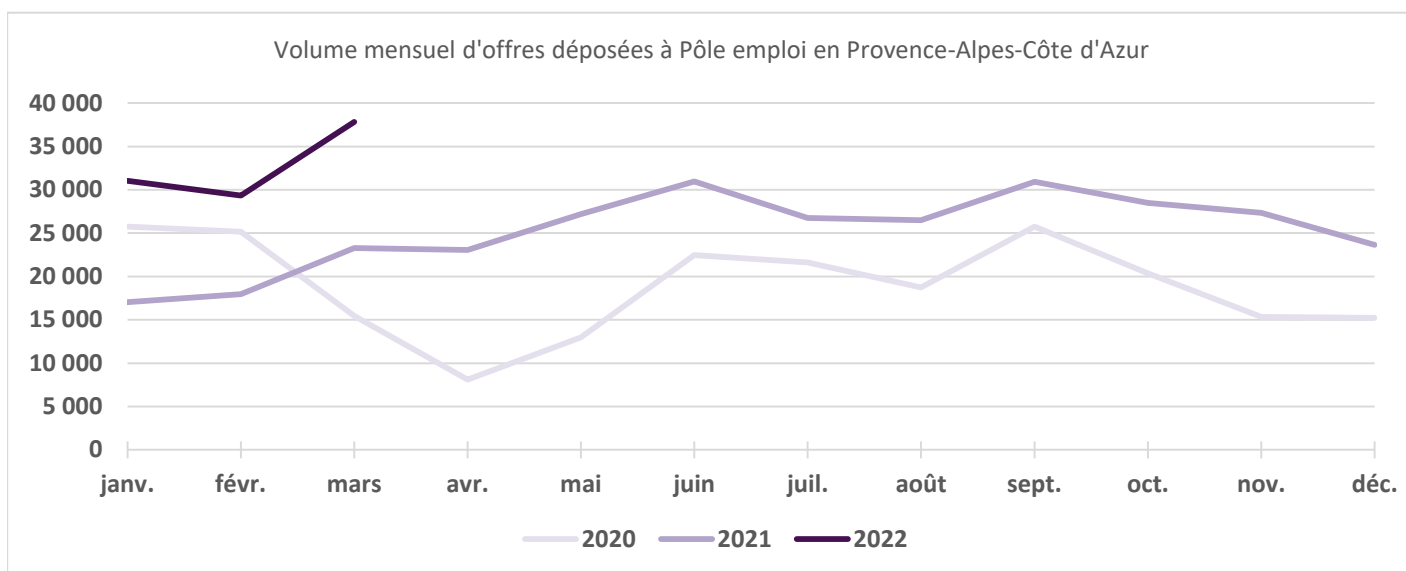
Source: estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Les offres d'emploi déposées à Pôle emploi atteignent un nouveau record

Après un net recul des offres d'emploi collectées par Pôle emploi lié à la crise sanitaire, une amélioration s'amorce au cours du 2^e trimestre 2021, avec un record de près de 31 000 unités atteint en juin 2021 [cf. Graphique 6]. Cette embellie se confirme tout au long de l'année avec des volumes similaires à ceux de 2019. La réouverture des activités culturelles, des restaurants, des bars... ont contribué à cette relance. Sur le début d'année, le nombre d'offres d'emploi atteint son plus haut niveau avec plus de 37 800 unités en mars 2022. Néanmoins, au cours de la même période en 2021, un couvre-feu établi et les remontées mécaniques fermées ont impacté fortement l'activité touristique de notre région.

Graphique 6

Évolution du volume mensuel d'offres déposées à Pôle emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur



L'offre d'emploi sur le dernier quadrimestre a fortement augmenté sur l'ensemble des départements de la région à l'instar de la France métropolitaine [cf. Tableau 4]. Ces évolutions sont difficilement comparables à celles de 2021 mais confirment tout de même l'amélioration des propositions d'embauche. En effet, par rapport à l'année 2020, avant le début de la pandémie, le volume d'offre déposée est plus élevé sur l'ensemble des départements.

Tableau 4

Volume mensuel d'offres déposées à Pôle emploi entre décembre et mars 2022 par zone géographique

	Volumes 2021/2022				Évolution annuelle
	décembre	janvier	février	mars	4 mois glissants
France métropolitaine	268 260	325 870	308 270	390 550	+57%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	23 640	31 050	29 330	37 840	+66%
Alpes-de-Haute-Provence	480	780	740	900	+74%
Hautes-Alpes	870	1 050	820	1 310	NS
Alpes-Maritimes	4 720	6 620	6 420	8 270	NS
Bouches-du-Rhône	9 670	11 750	10 820	13 810	+46%
Var	4 850	6 920	6 760	8 750	+69%
Vaucluse	3 050	3 940	3 770	4 800	+65%

NS = évolutions non significatives

Source des données : Pôle emploi / STMAT Offres - données brutes

EN SAVOIR PLUS

- Offres d'emploi et recrutement ([lien](#))

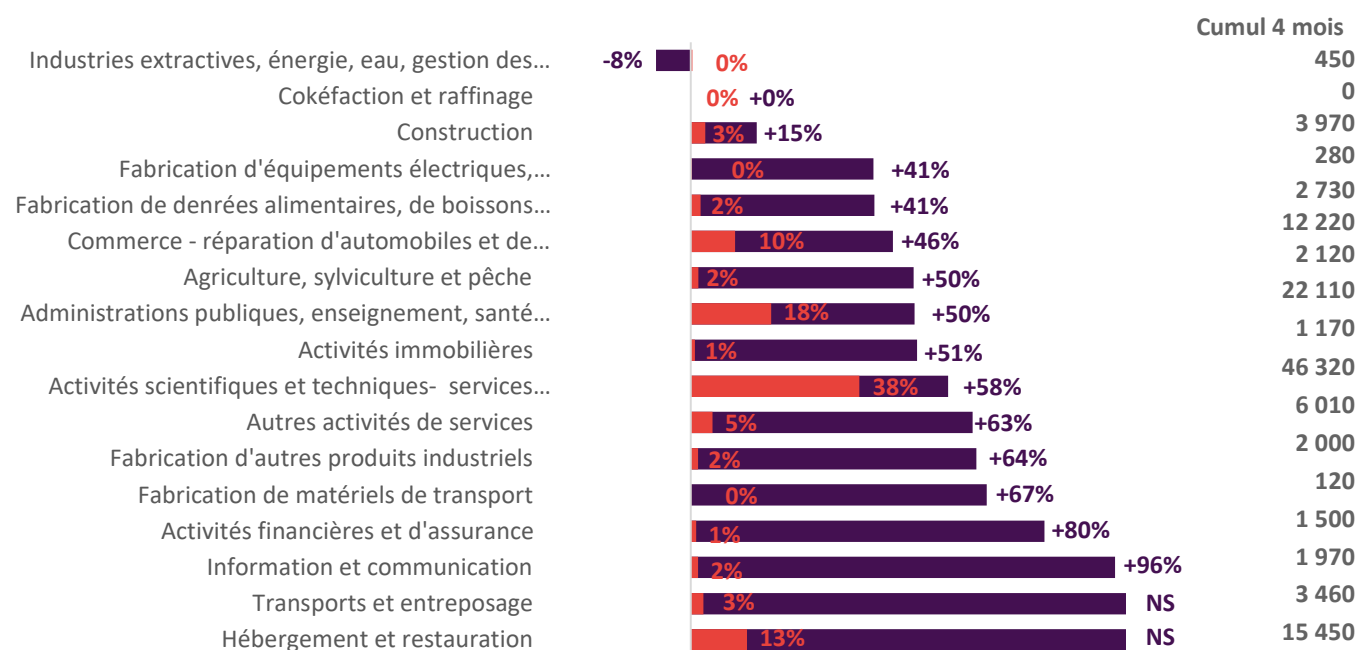


L'offre d'emploi augmente sur la majorité des secteurs d'activité

La plupart des grands secteurs d'activité (A17) connaissent un regain de leurs propositions d'embauches, toujours à nuancer en raison de l'arrêt des activités assez généralisé en 2020, dont certaines poursuivies en 2021 [cf. Graphique 7]. Seul le secteur des industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution ne bénéficie pas de cette hausse mais leur faible part n'impacte pas la tendance. L'importante hausse de l'hébergement-restauration est à relativiser en raison de la situation en 2021.

Graphique 7

Évolution entre décembre et mars 2021 / entre décembre et mars 2022 - en violet, du volume d'offres déposées à Pôle emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur et répartition - en rouge, par secteur d'activité A17



NS = évolutions non significatives

Plus précisément [cf. Tableau 5], les sous secteurs de la restauration et de l'hébergement enregistrent les augmentations les plus fortes du nombre d'offres d'emploi déposées à Pôle emploi sur les derniers mois malgré une période difficile depuis la pandémie. Cette amélioration est visible aussi au sein des activités des agences de travail temporaire, des aides à domicile, de l'administration publique générale et de l'ingénierie, études techniques notamment, mais aussi sur la majorité des branches d'activité.

Tableau 5

Évolution annuelle du nombre d'offres d'emploi (décembre à mars) dans les quinze secteurs d'activité détaillés (NAF 732) les plus représentatifs

Secteur d'activité	Volume	Évolution	Poids
Activités des agences de travail temporaire	28 050	+53%	24%
Aide à domicile	6 410	+84%	5%
Restauration traditionnelle	5 570	NS	5%
Hôtels et hébergement similaire	4 550	NS	4%
Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	3 760	NS	3%
Restauration de type rapide	2 190	NS	2%
Nettoyage courant des bâtiments	2 190	+85%	2%
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	2 010	+34%	2%
Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé	1 890	+16%	2%
Activités des sièges sociaux	1 880	+63%	2%
Formation continue d'adultes	1 840	+38%	2%
Administration publique générale	1 830	+71%	2%
Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire	1 710	+15%	1%
Ingénierie, études techniques	1 700	+39%	1%
Accueil de jeunes enfants	1 570	+59%	1%

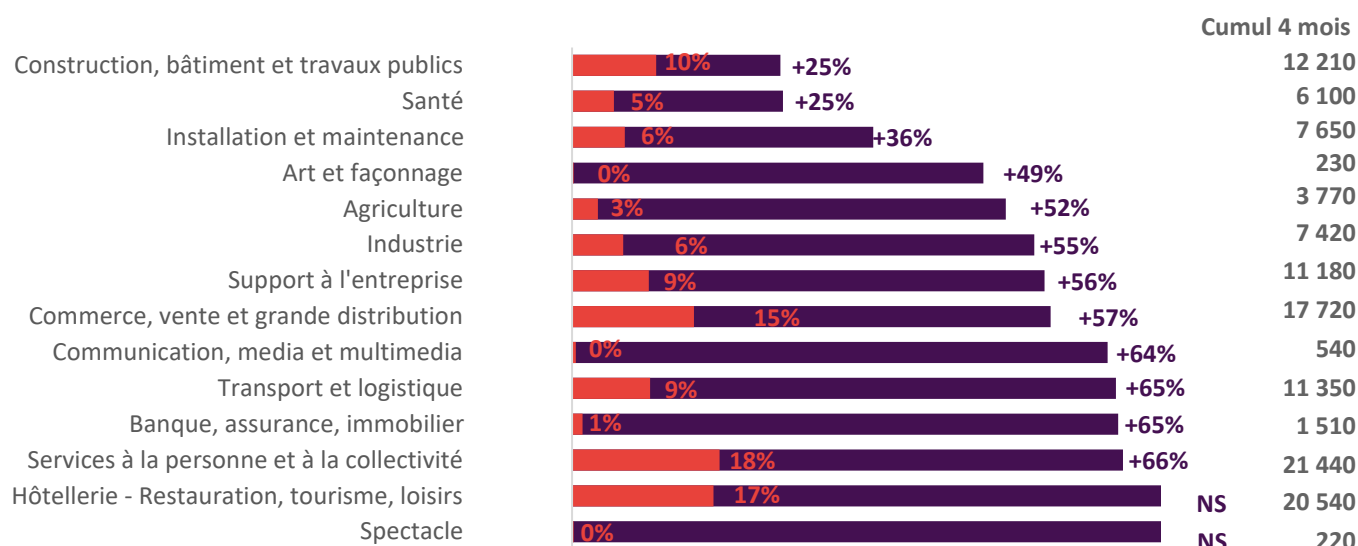
Source des données : Pôle emploi / STMAT Offres – données brutes

L'ensemble des métiers connaît une hausse du dépôt d'offres d'emploi

Le nombre d'offres d'emploi déposées à Pôle emploi augmente pour tous les grands domaines de métiers, au cours des quatre derniers mois, de façon plus prononcée pour ceux du spectacle, de l'hôtellerie – restauration, tourisme, loisirs et des services à la personne et à la collectivité qui représentent conjointement plus du tiers de l'offre d'emploi déposée à Pôle emploi [cf. Graphique 8]. Toutefois, ces évolutions sont aussi à nuancer en raison du contexte des deux précédentes années.

Graphique 8

Évolution entre décembre et mars 2021 / entre décembre et mars 2022 - en violet, du volume d'offres déposées à Pôle emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur et répartition - en rouge, par domaine professionnel demandé



NS = évolutions non significatives

Plus précisément [cf. Tableau 6], le nombre d'offres d'emploi pour des métiers de l'hôtellerie - restauration, tourisme, loisirs affichent les plus forts gains de potentiel d'emploi. Ces hausses sont à relier, entre autres, à l'absence de couvre-feu et à la reprise d'autres activités de loisirs par rapport à l'année précédente, mais aussi aux difficultés de recrutement de certains métiers.

Tableau 6

Évolution annuelle du nombre d'offres d'emploi (décembre à mars) dans les quinze métiers (ROME) les plus représentatifs

	Volume	Évolution	Poids
Personnel de cuisine	5 180	NS	4%
Services domestiques	4 280	NS	4%
Service en restauration	3 880	NS	3%
Assistance auprès d'adultes	3 270	+58%	3%
Magasinage et préparation de commandes	3 050	+43%	3%
Nettoyage de locaux	2 530	+56%	2%
Personnel polyvalent en restauration	2 470	NS	2%
Conduite de transport de marchandises sur longue distance	2 320	+64%	2%
Mise en rayon libre-service	2 240	+84%	2%
Vente en alimentation	2 190	+61%	2%
Assistance auprès d'enfants	2 020	+61%	2%
Comptabilité	1 900	+35%	2%
Assistanat commercial	1 670	+75%	1%
Secrétariat	1 550	+53%	1%
Mécanique automobile	1 480	+32%	1%

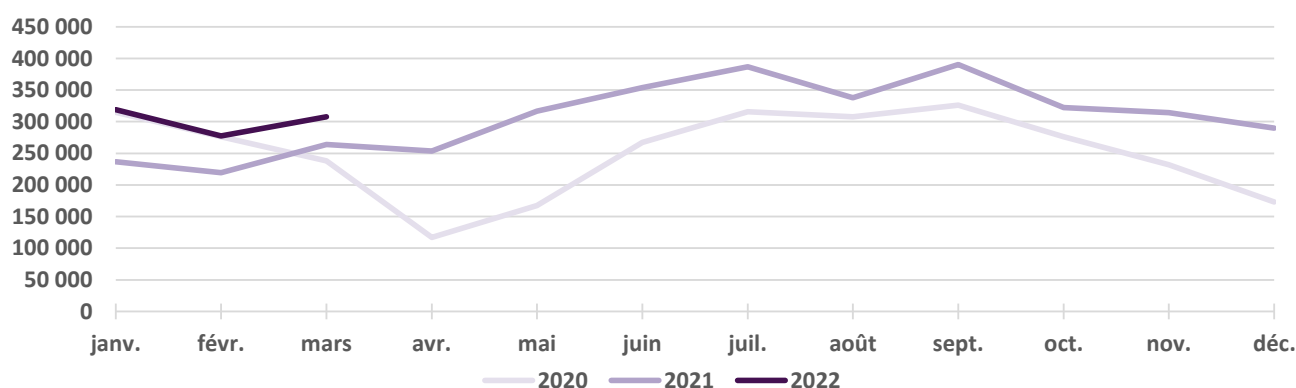
Source des données : Pôle emploi / STMAT Offres – données brutes

La hausse des recrutements perdue

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi illustre un contexte qui s'améliore après la baisse importante enregistrée au moment du 1^{er} confinement [cf. Graphique 9]. En effet, en avril 2020, le nombre de déclarations préalable à l'embauche atteint un niveau très faible de 117 000 unités. Les périodes de confinement alternantes, le couvre-feu et les fermetures de certains établissements, peu propices aux recrutements, ont contribué à une dégradation des embauches tout au long de l'année 2020. Depuis mai 2021, le volume de recrutements était quasiment identique à celui de 2019. L'augmentation des DPAE se poursuit sur le 1^{er} trimestre 2022.

Graphique 9

Volume mensuel des déclarations préalables à l'embauche en Provence-Alpes-Côte d'Azur



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

En cumul sur les douze derniers mois glissants, le nombre de déclarations préalables à l'embauche est de 3 869 390 et augmente de +33% par rapport à l'année précédente sur la même période [cf. Tableau 7]. Les secteurs de l'hébergement, restauration et des arts, spectacles et activités récréatives connaissent une forte hausse de leurs embauches après des mois de fermetures liés à la pandémie. Le secteur des services administratifs et de soutien, représentant près de la moitié des embauches, connaît aussi une embellie, notamment impulsée par l'intérim. Ce contexte favorable aux recrutements est visible sur la plupart des secteurs, à l'exception de l'agriculture qui demeure en recul.

Tableau 7

DPAE par secteur d'activité (cumul entre avril 2021 et mars 2022)

	Volume	Poids	Évolution
Agriculture	76 160	2%	-14%
Industrie	61 830	2%	+28%
Construction	75 130	2%	+8%
Commerce	222 990	6%	+25%
Transports et entreposage	71 660	2%	+36%
Hébergement et restauration	359 300	9%	NS
Information et communication	55 560	1%	+42%
Activités financières, d'assurance et immobilières	33 140	1%	+23%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	183 130	5%	+25%
Services administratifs et de soutien	1 905 550	49%	+31%
<i>Dont intérim</i>	1 666 060	43%	+28%
Administration publique et enseignement	87 280	2%	+17%
Santé humaine et action sociale	465 560	12%	+17%
Arts, spectacles et activités récréatives	212 210	5%	NS
Autres activités de services	59 860	2%	+36%
Ensemble secteurs d'activité	3 869 390	100%	+33%

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

NS = évolution non significative

EN SAVOIR PLUS

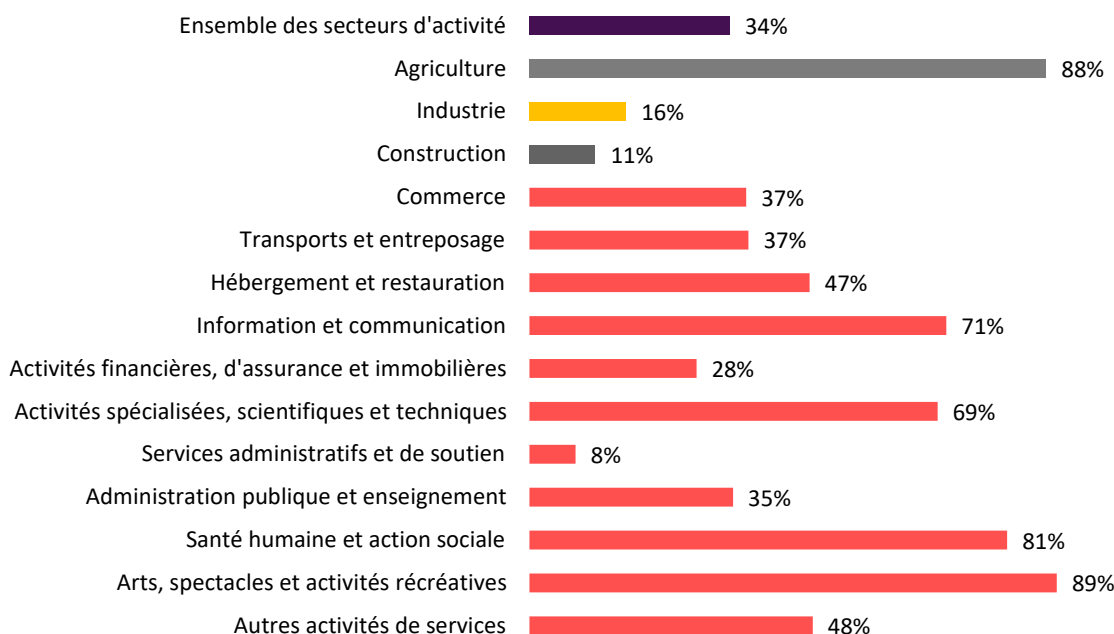
- les publications de l'ACOSS-URSSAF ([lien](#))



Plus d'un tiers des contrats d'embauche sont des contrats d'une durée inférieure à un mois. Pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. [Graphique 10](#)], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'agriculture et le spectacle (respectivement 3% et 10% des DPAE hors intérim). Le secteur de la santé humaine et action sociale présente aussi une part importante de contrats courts.

Graphique 10

Poids des contrats de moins d'un mois (yc. intérim) dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation avril 2021 - mars 2022)

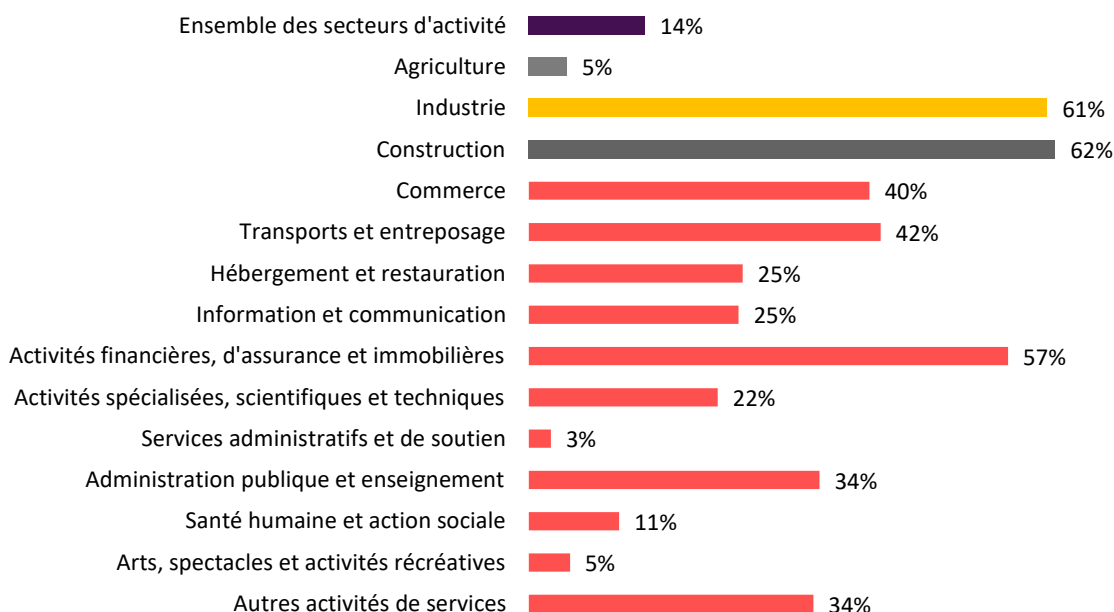


Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 14% des DPAE. Les industries et les entreprises de la construction (resp. 3% chacun des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 60%. Les secteurs de la santé humaine et action sociale et des services administratifs et de soutien (21% et 11% des DPAE hors intérim) ont peu recours à de l'emploi durable [cf. [Graphique 11](#)].

Graphique 11

Poids des contrats de six mois et plus (yc. intérim) dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation avril 2021 - mars 2022)

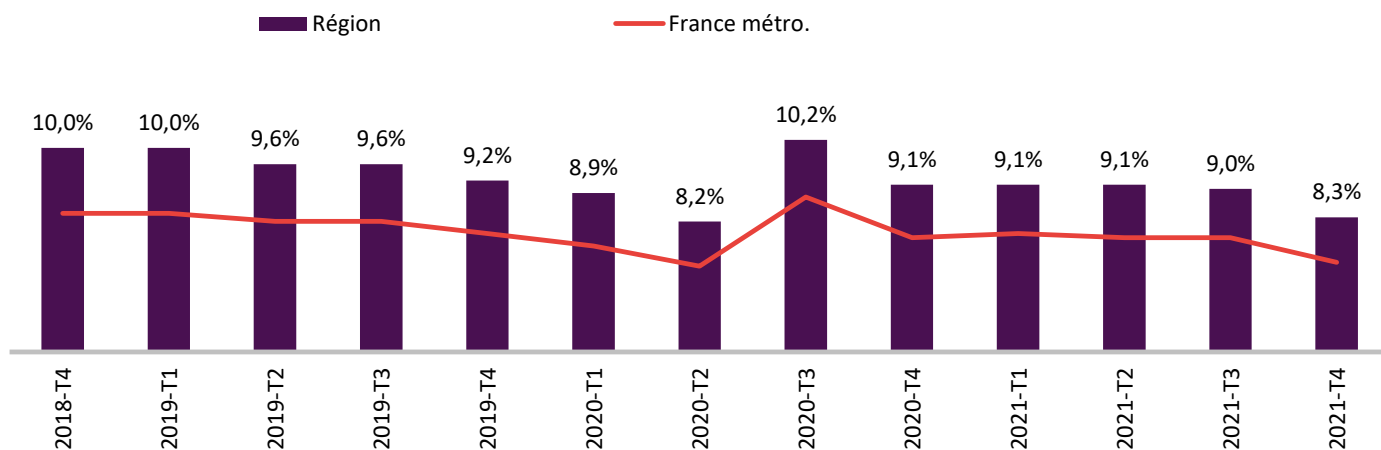


Le taux de chômage retrouve son niveau d'avant crise sanitaire

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est à la 3^e position dans le classement des taux de chômage les plus élevés de France métropolitaine, après Hauts-de-France et Occitanie. Au cours du 2^e trimestre 2020, la région avait atteint son taux de chômage le plus bas depuis le 2^e trimestre 2008 [cf. Graphique 12]. Toutefois, les effets négatifs de la crise sanitaire sur le marché du travail ont engendré une hausse de +2 points au 3^e trimestre 2020 (comparable à la hausse en France métropolitaine). Le taux de chômage tend à s'améliorer depuis la fin d'année 2020. Il retrouve un niveau similaire d'avant crise au 4^e trimestre 2021 (8,3%) .

Graphique 12

Taux de chômage localisé



Source : INSEE, taux de chômage au sens du BIT, enquête Emploi

Au sein des départements de la région, les taux de chômage sont plutôt élevés, seul celui du département des Hautes-Alpes est de nouveau en dessous de celui de la France métropolitaine [cf. Tableau 10]. Sur un trimestre, l'ensemble des départements connaît une amélioration du taux de chômage.

Sur un an, la situation s'améliore mais est difficilement comparable. En effet, les conséquences de la crise sanitaire ont fortement impacté le taux de chômage au cours du 4^e trimestre 2020. Cela entraîne des baisses annuelles marquées au 4^e trimestre 2021.

Tableau 8

Taux de chômage par zone géographique et évolutions

	Volumes 2020/2021			Évolution (en points)	
	2021-T4	2021-T3	2020-T4	trim.	annuelle
France métropolitaine	7,2%	7,8%	7,8%	-0,6	-0,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8,3%	9,0%	9,1%	-0,7	-0,8
Alpes-de-Haute-Provence	8,4%	9,1%	9,1%	-0,7	-0,7
Hautes-Alpes	6,8%	7,3%	7,6%	-0,5	-0,8
Alpes-Maritimes	8,0%	8,6%	9,1%	-0,6	-1,1
Bouches-du-Rhône	8,7%	9,3%	9,2%	-0,6	-0,5
Var	7,5%	8,4%	8,3%	-0,9	-0,8
Vaucluse	9,6%	10,3%	10,3%	-0,7	-0,7

Source : INSEE, taux de chômage au sens du BIT, enquête Emploi

EN SAVOIR PLUS

- Le tableau de bord de la conjoncture par l'INSEE ([lien](#))



Amélioration annuelle de la demande d'emploi au 1^{er} trimestre 2022

La baisse amorcée du nombre de demandeurs d'emploi en septembre 2018 a été interrompue par le confinement lié à une crise sanitaire mondiale [cf. Graphique 13]. Le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi n'exerçant aucune activité (catégorie A) a atteint son plus haut niveau au 2^e trimestre 2020 et s'établit en moyenne à 387 930 (dépassant les 400 000 en avril 2020).

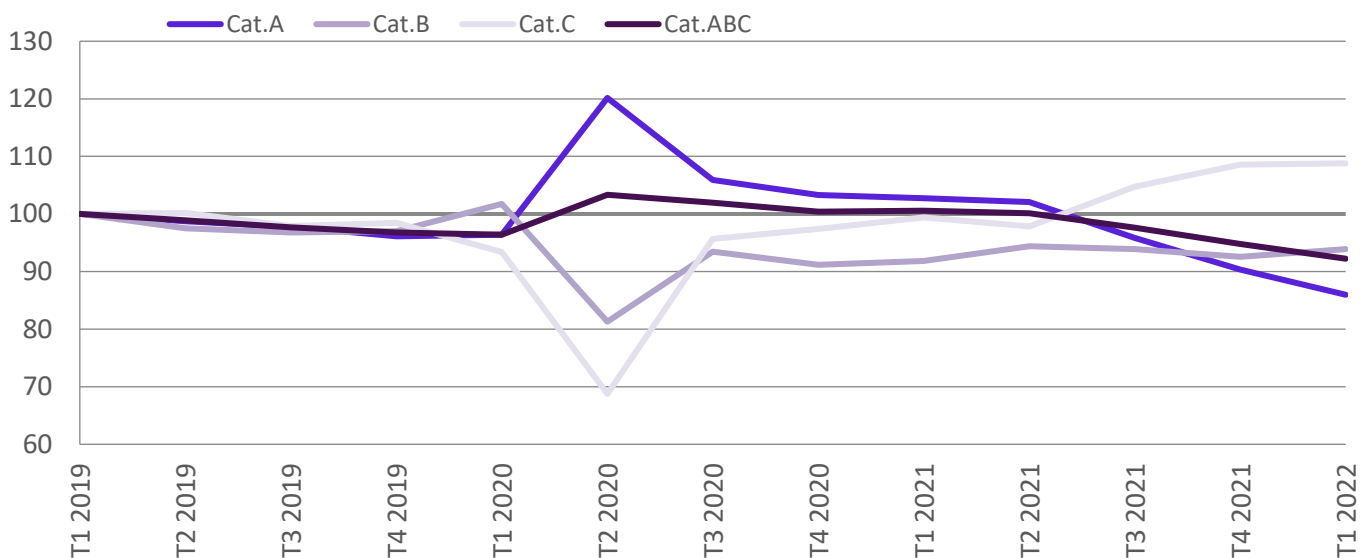
Depuis le 2^e trimestre 2018, les évolutions des catégories B et C (ceux qui travaillent plus ou moins 78 heures dans le mois) étaient plutôt stables alors que celle de la catégorie A était en baisse. La crise sanitaire avait inversé ces tendances. Au 1^{er} trimestre 2022, la demande d'emploi cat. A est en recul annuel, alors que celle en catégorie B et en catégorie C augmentent. Ces tendances se compensent et entraînent une baisse de -8% des catégories ABC (461 760).

La situation s'améliore au cours du 3^e trimestre 2020 durant lequel les activités économiques reprenaient (à l'exception de certains secteurs). Le maintien de certaines activités au cours des confinements suivants a amorti l'impact sur la demande d'emploi. Sur le 1^{er} trimestre 2022, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi poursuit son recul et recouvre son niveau de mi-2015 (environ 20 800 personnes de moins qu'avant le 1^{er} confinement).

À fin février 2022, on comptabilisait 271 840 allocataires fin de mois, soit une baisse de -48 060 personnes sur un an.

Graphique 13

Évolution du nombre de Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Cat. A, B et C (moyenne trimestrielle CVS)



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

L'amélioration annuelle de la demande d'emploi sur le 1^{er} trimestre 2022 est visible sur l'ensemble des départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur [cf. tableau 9]. Les évolutions sont comprises entre -14,9% dans les Hautes-Alpes et -6,6% dans les Bouches-du-Rhône. Il en est de même pour les évolutions trimestrielles, notamment pour les départements de la Côte d'Azur.

Tableau 9

Nombre de Demandeurs d'emploi inscrits en Cat. ABC à Pôle emploi par zone géographique

	Niveaux moyenne trimestrielle			Évolution	
	T1 2022	T4 2021	T1 2021	trimestrielle	annuelle
France métropolitaine	5 244 230	5 394 230	5 727 760	-2,8%	-8,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	461 800	474 700	503 500	-2,7%	-8,3%
Alpes-de-Haute-Provence	15 700	16 000	16 900	-1,9%	-7,1%
Hautes-Alpes	13 100	13 500	15 400	-3,0%	-14,9%
Alpes-Maritimes	95 600	98 700	107 000	-3,1%	-10,7%
Bouches-du-Rhône	192 900	197 700	206 500	-2,4%	-6,6%
Var	85 300	88 000	93 900	-3,1%	-9,2%
Vaucluse	59 200	60 800	63 900	-2,6%	-7,4%

Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

12 _ ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

Les jeunes, principaux bénéficiaires de la baisse du chômage

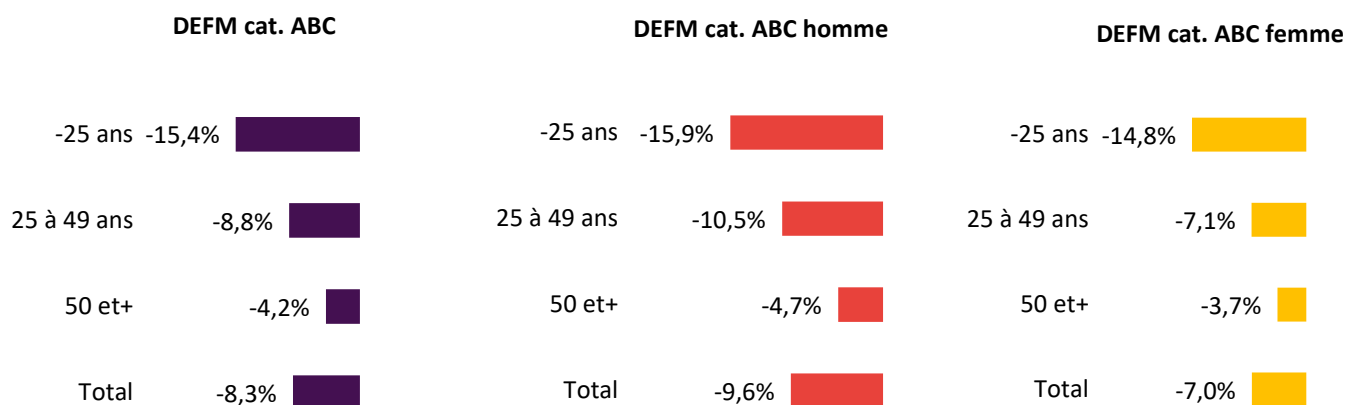
Quelle que soit la tranche d'âge, le nombre de Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC avait démarré une baisse au cours de l'année 2019, qui s'est interrompue en mars 2020. La demande d'emploi des moins de 25 ans a été la plus impactée par cette hausse alors que les autres tranches d'âge connaissent un accroissement plus lent, plus particulièrement pour les hommes.

La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (11%) dans la demande d'emploi alors que la part des seniors représente plus du quart (29%) [cf. Graphique 14].

Après cette importante dégradation, la population des moins de 25 ans connaît un recul plus marqué au 1^{er} trimestre 2022 pour se chiffrer à 51 500 personnes (soit -9 400 sur un an). Les 25-49 ans atteignent 275 900 (soit -26 500 sur un an). Le recul des demandeurs d'emploi seniors se poursuit et atteint 134 300 (soit -5 900 sur un an).

Graphique 14

Évolution (1^{er} trimestre 2021 - 1^{er} trimestre 2022) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC (moyenne trimestrielle CVS)



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Tableau 10

Nombre et évolution de Demandeurs d'emploi inscrits en Cat. ABC à Pôle emploi par zone géographique

	Niveaux moyenne trimestrielle au 1 ^{er} trimestre 2022					
	- de 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	Hommes	Femmes	Ensemble
France métropolitaine	772 300	3 523 300	1 488 200	2 778 400	2 938 530	5 716 930
Provence-Alpes-Côte d'Azur	51 500	275 900	134 300	223 000	238 700	461 800
Alpes-de-Haute-Provence	1 800	9 100	4 800	7 400	8 300	15 700
Hautes-Alpes	1 300	8 200	3 600	6 300	6 700	13 100
Alpes-Maritimes	9 300	56 200	30 200	46 100	49 600	95 600
Bouches-du-Rhône	22 000	117 900	52 900	95 300	97 600	192 900
Var	10 200	49 200	25 800	39 300	45 900	85 300
Vaucluse	6 900	35 300	17 000	28 600	30 600	59 200
	Évolution trimestrielle au 1 ^{er} trimestre 2022					
	- de 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	Hommes	Femmes	Ensemble
France métropolitaine	-15,3%	-9,0%	-3,7%	-9,3%	-7,7%	-0,3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-15,4%	-8,8%	-4,2%	-9,6%	-7,0%	-8,3%
Alpes-de-Haute-Provence	-13,2%	-7,2%	-3,2%	-8,0%	-5,7%	-6,8%
Hautes-Alpes	-29,4%	-16,0%	-6,9%	-17,3%	-13,2%	-15,3%
Alpes-Maritimes	-19,3%	-11,8%	-5,1%	-12,5%	-8,8%	-10,6%
Bouches-du-Rhône	-13,0%	-6,8%	-3,2%	-7,5%	-5,7%	-6,6%
Var	-16,1%	-9,5%	-5,6%	-11,2%	-7,5%	-9,2%
Vaucluse	-13,6%	-7,8%	-3,3%	-8,1%	-6,5%	-7,3%

Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

L'enlèvement dans le chômage en recul

Les demandeurs d'emploi de longue durée sont les personnes inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an (DELD). Ce public s'était considérablement accru après la crise économique de 2008 et les années ayant suivi. À l'instar de la demande d'emploi catégories ABC, une amélioration dans l'évolution était visible depuis le milieu de l'année 2019. Ce dernier n'a pas fait exception à la dégratation du marché du travail consécutif au confinement. Néanmoins, ce public recule au 1^{er} trimestre 2022, plus fortement pour les demandeurs inscrits entre un et deux ans. Il affiche un niveau de 213 530 personnes.

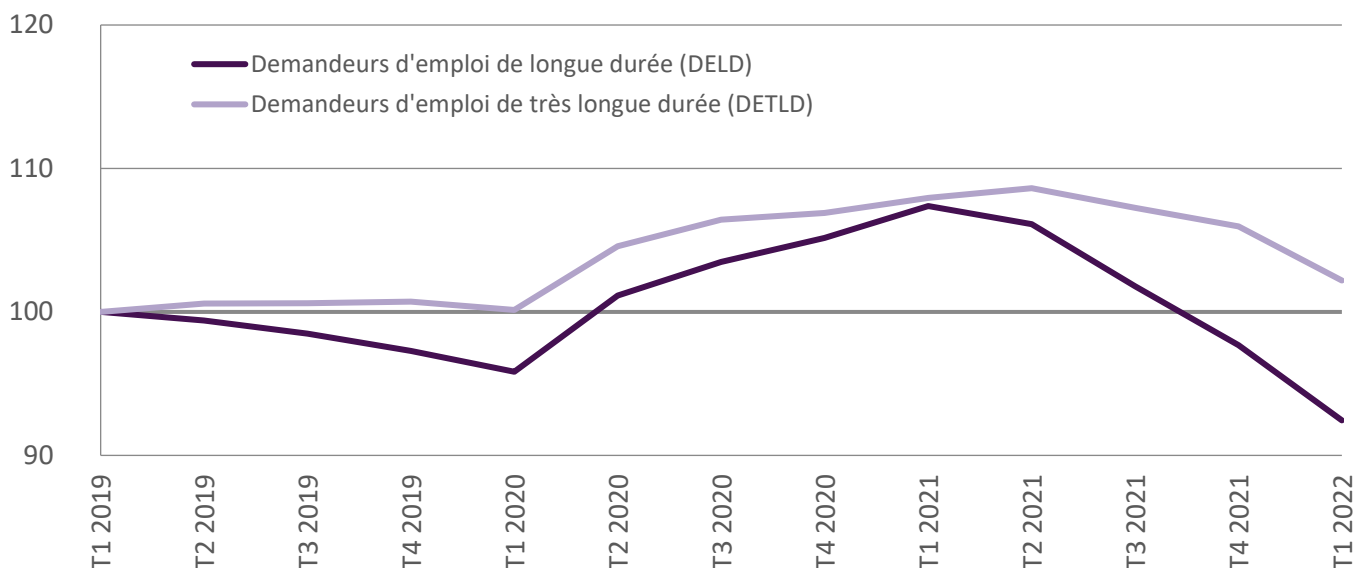
Au sein de ces demandeurs d'emploi, certains sont inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus et sont appelés demandeurs d'emploi de très longue durée (DETLD). Ce public a doublé en huit ans, ce qui confirme l'enlèvement au chômage, autant présent dans la région qu'au niveau national. 129 490 personnes sont touchées par ce phénomène au 1^{er} trimestre 2022, soit 28% de la DEFM cat. ABC [cf. Graphique 15].

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ACO3 de Pôle emploi) est de 103 330 à fin février 2022.

De plus, la précarité recule avec une baisse significative du nombre de bénéficiaires du RSA qui descend à 66 140 en mars 2022. Ils reculent de -16,3% en mars 2022 par rapport à la même période en 2021.

Graphique 15

Évolution du nombre de Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par ancienneté au chômage (moyenne trimestrielle CVS)



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Malgré un recul sur l'ensemble des départements de la région, la demande d'emploi de très longue durée reste impactée par la montée du chômage, les volumes de demandeurs d'emploi sont toujours plus élevés qu'avant la pandémie [cf. Tableau 11]. Les évolutions trimestrielles s'améliorent également pour tous les départements de la région.

Tableau 11

Nombre de Demandeurs d'emploi inscrits en Cat. ABC à Pôle emploi depuis plus d'un an par zone géographique

1 ^{er} trimestre 2022	DELD			DETLD		
	Volume	év. trim.	év. ann.	Volume	év. trim.	év. ann.
France métropolitaine	2 522 900	-4,0%	-12,5%	1 558 500	-2,9%	-3,8%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	213 500	-5,4%	-13,9%	129 490	-3,6%	-5,3%
Alpes-de-Haute-Provence	7 900	-3,5%	-9,8%	4 990	-2,2%	-2,7%
Hautes-Alpes	6 700	-5,0%	-13,4%	4 160	-3,9%	-4,6%
Alpes-Maritimes	43 400	-6,5%	-15,6%	25 940	-3,4%	-4,0%
Bouches-du-Rhône	90 700	-5,1%	-12,2%	55 260	-3,5%	-4,1%
Var	36 600	-5,9%	-17,7%	21 790	-4,3%	-10,1%
Vaucluse	28 200	-4,6%	-12,6%	17 340	-3,2%	-5,8%

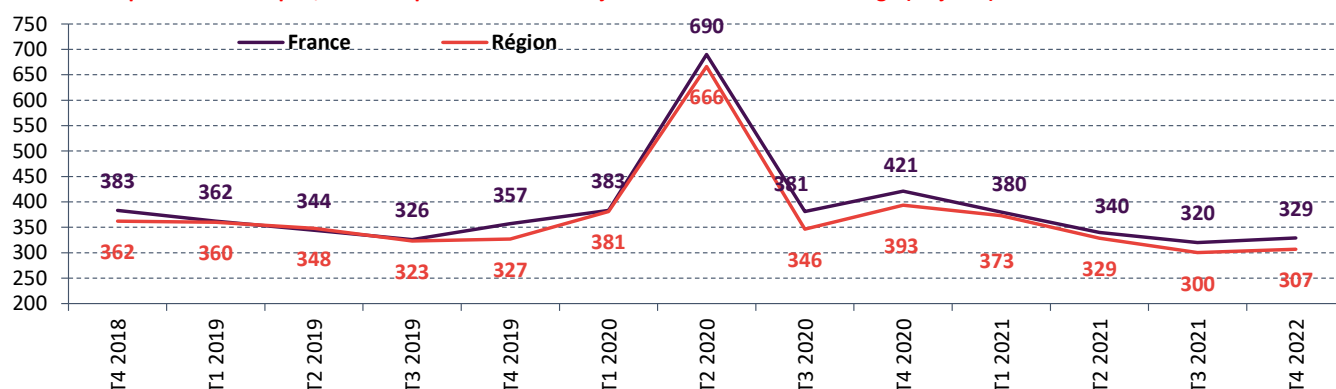
Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

L'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) augmente légèrement au cours du 4^e trimestre 2021

Avec une conjoncture économique maintenue telle qu'elle s'établit au 4^e trimestre 2021, un demandeur d'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur reste, en moyenne, inscrit environ dix mois consécutivement (307 jours) sur les listes de Pôle emploi. L'amélioration de l'indicateur conjoncturel de durée au chômage observée ces derniers trimestres marque un arrêt et s'élève d'une semaine en trois mois. Cette dégradation trimestrielle concerne la majorité des indicateurs : surtout les hommes (303 jours ; +13 jours) et les moins de 25 ans (188 jours ; +14 jours). En revanche, l'indicateur des seniors marque une embellie (448 jours ; -33 jours). En rythme annuel, l'ICDC global baisse de près de douze semaines, l'indicateur des seniors d'environ quatre mois et demi, ceux des femmes de 2 mois et demi et des 25-49 ans de trois mois. L'ICDC de l'hôtellerie - restauration, tourisme, loisirs et animation (270 jours) diminue fortement de cinq mois et une semaine, celui du transport - logistique (338 jours) de trois mois et demi ; ceux de la santé (267 jours) et de la banque, assurance, immobilier (360 jours) observent une légère amélioration annuelle de trois semaines à un peu plus d'un mois. [cf. Graphique 16].

Graphique 16

Durée d'inscription à Pôle Emploi, mesurée par l'indicateur conjoncturel de durée de chômage (en jours)



Source : Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur - Fichier Historique Statistique des demandeurs d'emploi - données cvs

Hausse annuelle des retours à l'emploi au 4^e trimestre 2021

Au cours du 4^e trimestre 2021, plus de 91 400 demandeurs d'emploi inscrits en catégories AB ont accédé à un emploi d'un mois ou plus, soit une hausse de +16,4% par rapport au 4^e trimestre 2020. Sur 12 mois glissants, cela représente plus de 395 400 retours à l'emploi (+12,1% par rapport à l'année 2020). Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories AB diminue de -11,8%. L'ensemble des départements connaît une augmentation annuelle du volume des reprises d'emploi, le département des Hautes-Alpes a la plus forte hausse annuelle du volume des reprises d'emploi (+27,7%) des départements de la région, suivent les Alpes-Maritimes (+21,2%), le Vaucluse (+15,8%), le Var (+15,2%), les Alpes-de-Haute-Provence (+13,8%) et les Bouches-du-Rhône (+13,6%).

Étant donné le caractère exceptionnel de l'année 2020 par rapport à la crise sanitaire du COVID, les données de ce trimestre (4^e trimestre 2021) peuvent être comparées à celles du 4^e trimestre 2019 car le 4^e trimestre 2020 a connu 1 mois et 15 jours de confinement. L'évolution annuelle des retours à l'emploi est alors aussi positive (+5,1%), avec un nombre de demandeurs d'emploi en catégories AB qui s'améliore de -7,0% [cf. Tableau 12].

Tableau 12

Nombre et évolution des retours à l'emploi des demandeurs d'emploi en catégories A ou B selon leurs caractéristiques

		4T-2021				Evolutions annuelles 4T-2021 /4T-2020		
		Nombre de retours à l'emploi	Cumul 12 mois glissants	Taux de retours à l'emploi ^(a)	Tendance ^(b)	Contrib. à la tendance	Retours à l'emploi	DEFM Cat. AB
Retours à l'emploi pour les demandeurs d'emploi en catégorie AB		91 430	395 410	8,5%	+12,1%	+12,1%	+16,4%	-11,8%
dont demandeurs d'emploi								
Tranches d'âge	de moins de 25 ans	17 970	73 370	13,3%	+14,0%	+2,6%	+16,1%	-17,1%
	de 25 à 49 ans	57 050	248 860	9,1%	+11,1%	+7,0%	+15,0%	-12,4%
	de 50 ans ou plus	16 420	73 180	5,2%	+13,6%	+2,5%	+22,2%	-8,0%
Ancienneté	depuis moins d'un an	57 390	240 820	9,3%	+10,8%	+6,7%	+18,4%	-6,9%
	depuis un an ou plus	34 040	154 590	7,3%	+14,1%	+5,4%	+13,2%	-17,6%
	dont plus de deux ans	17 680	77 880	6,6%	+11,7%	+2,3%	+19,9%	-11,1%
Sexe	hommes	47 000	206 960	8,8%	+12,4%	+6,5%	+18,0%	-13,1%
	femmes	44 420	188 450	8,1%	+11,7%	+5,6%	+14,8%	-10,4%

(a)Le taux de retours à l'emploi est le nombre de retours à l'emploi ramené au nombre de demandeurs d'emploi en catégories AB

(b)La tendance est l'évolution sur le cumul de 12 mois glissants entre la période étudiée et la même période de l'année précédente.

EN SAVOIR PLUS

• Les trajectoires et retour à l'emploi ([lien](#))



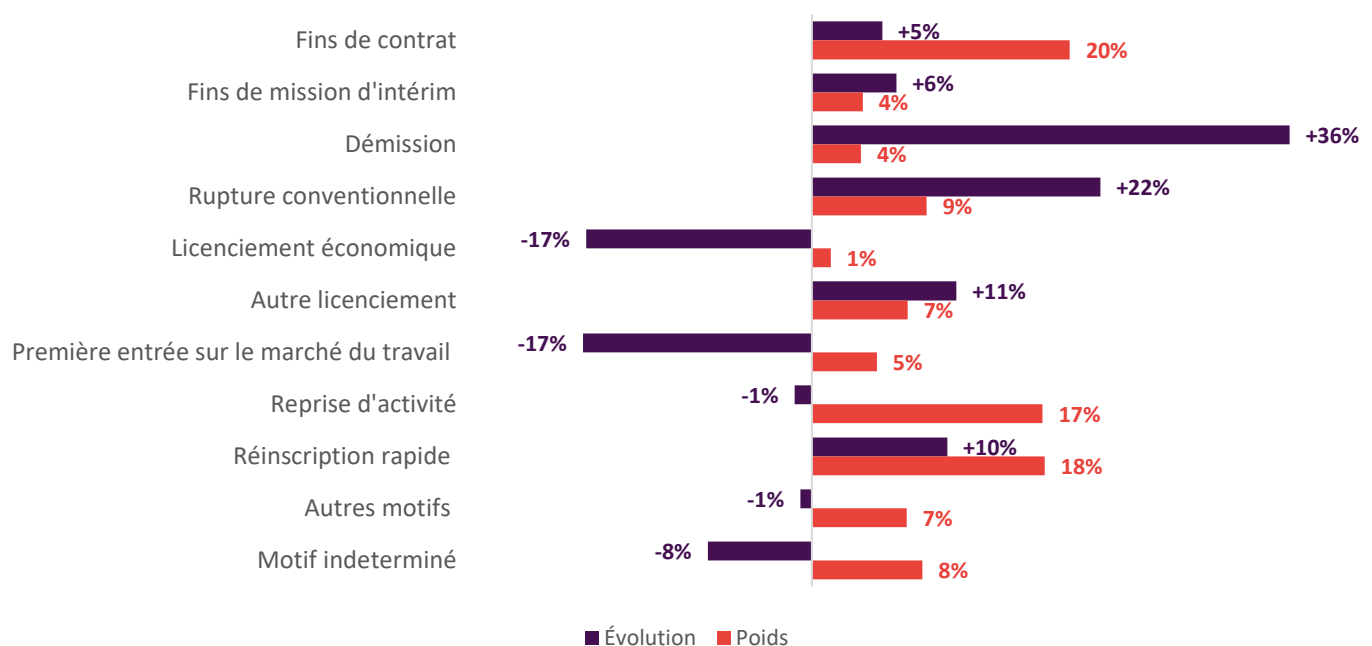
Les entrées dans la liste des demandeurs d'emploi

La moyenne trimestrielle CVS des entrées dans la liste des demandeurs d'emploi des catégories ABC atteint 47 590 unités au 1^{er} trimestre 2022. Elle est en hausse de +4% sur un an en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les entrées pour les motifs licenciement économique (-17%), premières entrées sur le marché du travail (-17%), les reprises d'activité (-1%), autres motifs (-1%) et motifs indéterminés (-8%) sont en recul [cf. Graphique17]. Leur poids représentant moins de 40% des motifs, ils ne suffisent pas à inverser la tendance.

À l'inverse, les autres motifs sont en hausse, notamment les démissions (+36%) et les ruptures conventionnelles (+22%).

Graphique 17

Évolution annuelle du nombre d'entrées dans la liste des demandeurs d'emploi 1^{er} trimestre 2022/2021 - Poids au 1^{er} trimestre 2022



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Au cours du 1^{er} trimestre 2022, le nombre d'entrées dans la liste des demandeurs d'emploi se dégrade aux niveaux national et régional par rapport au trimestre précédent [cf. Tableau 13]. Au niveau départemental, la majorité des départements sont impactés par cette hausse.

De plus, cette évolution touche la majorité des départements, à l'exception des Hautes-Alpes (-7,1%).

Tableau 13

Nombre d'entrées dans la liste des demandeurs d'emploi par zone géographique

	Niveaux moyenne trimestrielle			Évolution	
	2022T1	2021T4	2021T1	trimestrielle	annuelle
France métropolitaine	510 630	494 030	503 230	+3,4%	+1,5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	47 590	45 380	45 790	+4,9%	+3,9%
Alpes-de-Haute-Provence	1 420	1 340	1 400	+6,0%	+1,4%
Hautes-Alpes	1 170	1 220	1 260	-4,1%	-7,1%
Alpes-Maritimes	10 550	9 730	9 840	+8,4%	+7,2%
Bouches-du-Rhône	19 210	18 670	18 620	+2,9%	+3,2%
Var	9 650	8 990	9 090	+7,3%	+6,2%
Vaucluse	5 590	5 440	5 580	+2,8%	+0,2%

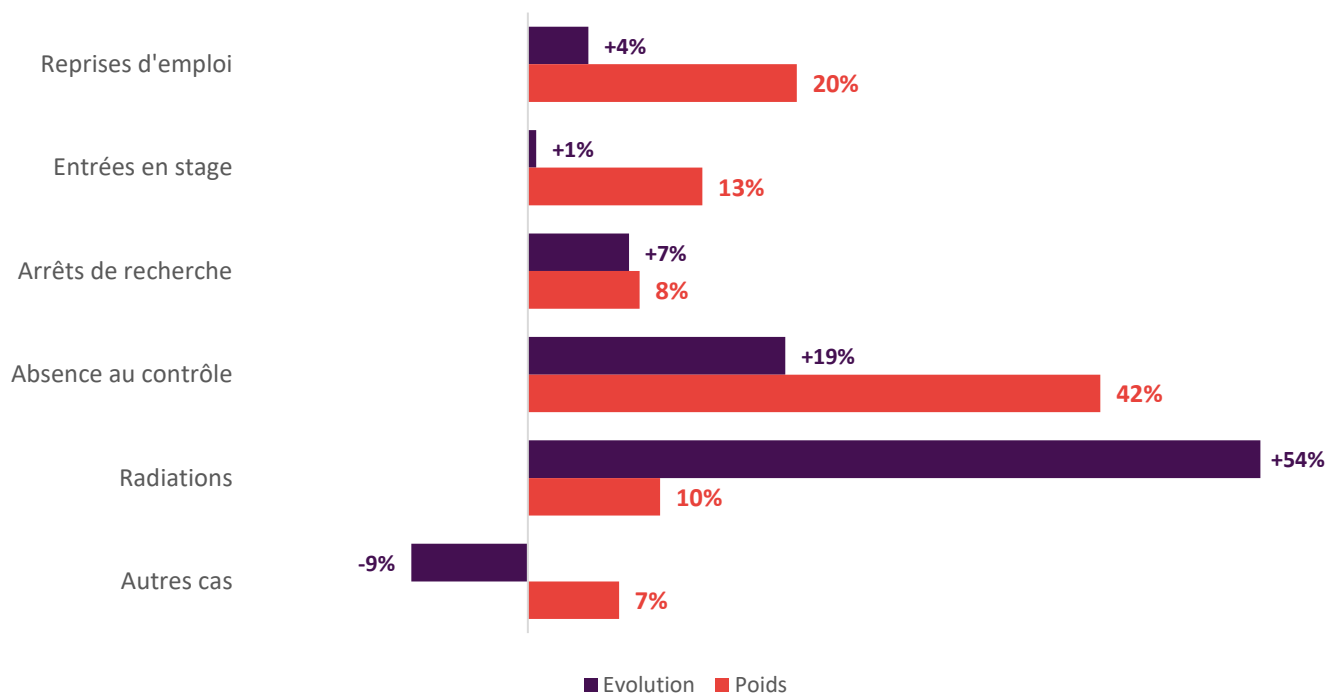
Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi

Depuis un an, les sorties de la liste s'améliorent dans la plupart des motifs. Au 1^{er} trimestre 2022, seul le motif de sortie pour autres cas est en recul de -9% mais son poids de 7% a un faible impact sur l'évolution générale. Les évolutions sont moins marquées car le pays avait connu son premier déconfinement durant l'été 2020. Au cours de l'année 2020, compte tenu des contextes sanitaire et économique, il était recommandé d'effectuer moins de radiations. L'activité de cette action a repris son cours depuis ; d'où cette évolution qui demeure très importante [cf. Graphique 18].

Graphique 18

Évolution trimestrielle du nombre de sorties de la liste des demandeurs d'emploi 1^{er} trimestre 2022/2021 - Poids au 1^{er} trimestre 2022



Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Sur un trimestre, les sorties ont reculé aux niveaux national et régional [cf. Tableau 14]. En revanche, sur un an, une hausse du nombre de sorties du chômage est visible sur tous les départements. Ces évolutions sont toujours à prendre dans le contexte sanitaire de 2020-2021 qui a vu ralentir fortement les sorties du chômage au cours des mois en raison des mesures liées à la pandémie peu propices aux recrutements même si elles tendent à revenir à des volumes d'avant crise sanitaire.

Tableau 14

Nombre de sorties de la liste des demandeurs d'emploi par zone géographique

	Niveaux moyenne trimestrielle			Évolution	
	2022T1	2021T4	2021T1	trimestrielle	annuelle
France métropolitaine	549 330	552 330	504 670	-0,5%	+8,8%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	50 260	51 020	44 680	-1,5%	+12,5%
Alpes-de-Haute-Provence	1 500	1 480	1 330	+1,4%	+12,8%
Hautes-Alpes	1 360	1 280	1 190	+6,3%	+14,3%
Alpes-Maritimes	11 090	11 370	9 600	-2,5%	+15,5%
Bouches-du-Rhône	20 260	20 400	18 210	-0,7%	+11,3%
Var	10 080	10 310	8 870	-2,2%	+13,6%
Vaucluse	5 980	6 190	5 480	-3,4%	+9,1%

Source des données : Pôle emploi / DARES – données CVS en moyenne trimestrielle

Sources et définitions

Offres d'Emploi Enregistrées (OEE) : offres d'emploi collectées par Pôle emploi (source *Pôle-emploi, Dares*)

On distingue 3 types d'Offres :

- Les emplois durables : Contrats à Durée Indéterminée, Contrats à Durée Déterminée de plus de 6 mois
- Les emplois temporaires : Contrats à Durée Déterminée de moins de 6 mois, missions d'intérim de plus d'un mois
- Les emplois occasionnels : Contrats à Durée Déterminée ou missions d'intérim de moins d'un mois

Déclaration Préalable à l'Embauche (DPAE) :

Il s'agit d'une procédure de déclaration systématique et nominative pour chaque salarié qu'un employeur à l'intention d'embaucher (source Acooss).

Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) : inscrits à Pôle emploi au dernier jour du mois (donnée de stock).

(source STMT-Pôle emploi, Dares. Calcul des CVS : DREETS PACA/SEPEs, Dares)

Demandeurs d'Emploi en Entrée (DEE) : inscrits à Pôle emploi au cours du mois (donnée de flux)

(source STMT-Pôle emploi, Dares. Calcul des CVS : DREETS PACA/SEPEs, Dares)

Demandeurs d'Emploi en Sortie (DES) : sortis des listes de Pôle emploi au cours du mois (donnée de flux)

(source STMT-Pôle emploi, Dares. Calcul des CVS : DREETS PACA/SEPEs, Dares)

On distingue les **catégories de demandeurs d'emploi** suivantes :

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78h ou moins au cours du mois)

Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78h au cours du mois)

Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (maternité, maladie, formation...), sans emploi

Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (bénéficiaires de contrats aidés par exemple)

Recensement de la population:

Le recensement repose désormais sur une collecte d'information annuelle, concernant successivement tous les territoires communaux au cours d'une période de cinq ans. Les communes de moins de 10 000 habitants réalisent une enquête de recensement portant sur toute la population, à raison d'une commune sur cinq chaque année. Les communes de 10 000 habitants ou plus, réalisent tous les ans une enquête par sondage auprès d'un échantillon d'adresses représentant 8 % de leurs logements.

L'emploi :

Les estimations trimestrielles d'emploi salariés sont calculées conjointement par l'INSEE, l'ACOSS-URSSAF et la DARES

Statistiques annuelles de l'emploi

Les renseignements sont recueillis chaque fin d'année, lors de la régularisation annuelle des contributions auprès de l'ACOSS.

Ces chiffres portent sur **l'effectif total salarié** au sein de chacun des établissements au 31 décembre de l'année.

(source ACOSS).

Taux de Chômage :

on distingue :

- le taux de chômage au sens du **BIT (Bureau International du Travail)** : calculé pour la France métropolitaine à partir de l'enquête emploi, réalisée chaque trimestre auprès de 75 000 ménages (source INSEE)
- les taux de chômage **localisés** : pour les régions, estimations trimestrielles à partir du taux France métropolitaine puis estimations départementales et infra-départementales (zones d'emploi)

Correction des variations saisonnières (cvs) : les séries publiées dans ce document sont marquées par des phénomènes récurrents de type saisonniers, qui ne reflètent pas des mouvements de nature économique. Lorsque la dessaisonalisation est possible, nous affichons les variations en cvs afin d'analyser les fluctuations purement conjoncturelles des séries.

Directeur de la publication

Pascal BLAIN

Directeurs de la rédaction

Richard SPINOSA, Daniel EL KHANSSA

Réalisation

Marjorie ZAKARIAN

Direction de la Performance

Service Statistiques, études et évaluations

www.pole-emploi.org



@Nous contacter : statistiques.13992@pole-emploi.fr

